



EN GRÈVE JEUDI 5 DÉCEMBRE

Pour la suppression des jours de carence et l'augmentation des salaires... la mobilisation commence !

Une attaque contre les personnels et contre les fondamentaux de la sécurité sociale

Les fonctionnaires plus absent·es que les autres ? C'est faux ! Le fonctionnaires-bashing auquel nous assistons depuis plusieurs jours est intolérable et ne repose sur aucune réalité. Ne soyons pas dupes : c'est bien l'arbre qui cache la forêt. Les orientations économiques du gouvernement depuis 7 ans ont plongé le pays dans un état d'austérité. Ce serait aux travailleuses et travailleurs, salarié·es ou fonctionnaires de rembourser la dette ? C'est non !

Les mesures annoncées par le gouvernement (3 jours de carence, indemnisation des arrêts maladie à 90%) sont d'autant plus insupportables qu'elles vont toucher plus fortement les femmes, les agent·es les plus précarisé·es comme les AESH, et les collègues travaillant en éducation prioritaire (INSEE 2024).

Pour les agents de la fonction publique comme pour les salarié·es du privé : Ni 1, ni 2, ni 3, c'est 0 jours de carence ! Et le salaire les trois premiers mois de congé maladie ordinaire, c'est 100% ! La sécurité sociale est un bien commun que nous défendrons !

Budget, salaires : le mépris ça suffit !

C'est 4000 emplois d'enseignant·es (180 dans le second degré) qui doivent être supprimés à la rentrée. Mais pour revenir aux taux d'encadrement de 2006 c'est plus de 45 000 emplois qu'il faut créer !

Conséquences prévisibles de ces nouvelles suppressions : classes surchargées, difficultés de remplacement, recrutement sans formation d'enseignant·es, donc des conditions d'enseignement, d'étude, dégradées pour les personnels et les élèves. L'éducation ne doit pas être sacrifiée pour répondre à des choix économiques !

Le SNES-FSU revendique l'annulation des suppressions de postes et la création d'emplois. 20 élèves/classe au collège, 24 élèves/classe au lycée, 1 CPE pour 250 élèves, 1 Psy-ÉN pour 600 élèves : c'est un maximum !

Parallèlement, aucune nouvelle mesure pour nos salaires, quand l'inflation cumulée atteint 10,4 % sur 2022 et 2023. Comment s'étonner ensuite que l'Education Nationale peine à recruter ?

Contre le mépris du gouvernement, pour des moyens à la hauteur des enjeux de l'école et de la réussite de tous nos élèves le SNES-FSU, avec une large intersyndicale, appelle à une journée de grève massive le 5 décembre, point de départ d'une mobilisation à inscrire dans la durée.